

LA REGLEMENTATION DU CHANGE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

La Banque Centrale du Congo,

Vu l'Ordonnance-Loi n° 67/272 du 23 juin 1967, relative aux pouvoirs réglementaires de la Banque Nationale du Congo en matière de Réglementation du Change, tel que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu le Décret-Loi n° 004/2001 du 31 janvier 2001 relatif au régime des opérations en monnaies nationales et étrangères en République Démocratique du Congo ;

Vu la Loi n° 005 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier ;

Vu la Loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme.

Edicte les dispositions ci-après :

THE REGULATORY CHANGE IN DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

The Central Bank of Congo,

Considering Ordinance-Law No. 67/272 of 23 June 1967 on statutory powers of the National Bank of Congo on Regulation of Change, as modified and completed to date;

Pursuant to Decree-Law No. 004/2001 of 31 January 2001 on the treatment of domestic and foreign currency transactions in the Democratic Republic of Congo;

Pursuant to Law n ° 005 of 07 May 2002 concerning the constitution, organization and operation of the Central Bank of Congo;

Pursuant to Law No. 007/2002 of 11 July 2002 on the Mining Code;

Mindful of Decree No. 038/2003 of 26 March 2003 Mining Regulation;

Vu Law No. 04/016 of 19 July 2004 on the Fight against Money Laundering and Terrorist Financing provisions:.

enacts the following

CHAPITRE I^{er} : DES DISPOSITIONS GENERALES

SECTION 1 : DES DEFINITIONS

Article 1^{er} :

Les termes techniques employés dans la présente Réglementation du change sont définis dans la partie Glossaire.

SECTION 2 : DE LA DETENTION DES MONNAIES ETRANGERES

Article 2 :

La détention des monnaies étrangères en République Démocratique du Congo est libre.

Article 3 :

Alinéa 1 :

La détention par les voyageurs résidents et non-résidents des moyens de paiement en monnaies étrangères, à l'entrée du territoire national, est libre.

Alinéa 2 :

Les voyageurs sont tenus de faire la déclaration aux services des douanes affectés au poste frontière pour tout montant en espèce égal ou supérieur à 10.000 dollars américains ou son équivalent en d'autres monnaies étrangères.

Article 4:

Alinéa 1 :

Le montant en monnaies étrangères à détenir en espèces à la sortie du territoire national ne peut être égal ou supérieur à 10.000 dollars américains ou son équivalent en d'autres monnaies étrangères.

Alinéa 2 :

Au-delà de ce plafond, les sorties des monnaies étrangères doivent faire l'objet d'un transfert bancaire ou être couvertes par une autorisation de la Banque Centrale du Congo donnée dans les conditions définies dans ses tarifs et conditions.

CHAPTER I: GENERAL PROVISIONS

SECTION 1: DEFINITIONS

Article 1:

The technical terms used in this change of regulation are defined in the Glossary section²..

SECTION THE DETENTION OF FOREIGN CURRENCIES

Article 2:

The detention of foreign currencies in the Democratic Republic of Congo is free.

Article 3:

Section 1:

The detention by resident travelers and non-residents of means of payment in foreign currency, at the entrance of the national territory is free²..

Paragraph

Travelers are required to make a declaration to customs at the border post earmarked for any amount equal to or greater species 10,000 US dollars or its equivalent in other foreign currencies⁴..

Article

Paragraph 1:

The amount in foreign currency to hold cash at the exit of the national territory can be equal to or greater than US \$ 10,000 or its equivalent in other foreign currencies²..

Paragraph

Beyond this limit, the outputs of foreign currencies must be a bank transfer or be covered by an authorization from the Central Bank of Congo given under the conditions defined in its tariffs Conditions^{and5}.

Article 5 :

La sortie du territoire national avec un montant en espèce égal ou supérieur à 10.000 dollars américains ou son équivalent en d'autres monnaies étrangères n'est autorisée qu'au voyageur en transit international et au voyageur résident à titre des frais de mission octroyés par l'Administration Publique ou la Banque Centrale, moyennant déclaration aux services des douanes et production de pièces justificatives.

SECTION 3 : DES TRANSACTIONS ET DES PRESTATIONS DE SERVICES EN MONNAIES ETRANGERES

Article 6 :**Alinéa 1 :**

Les transactions sur le territoire national s'expriment et se dénouent en monnaie nationale. Elles peuvent également être libellées et se dénouer en monnaies étrangères en cas d'accord entre parties.

Alinéa 2 :

Les prix des biens et services sur le territoire national sont affichés en monnaie nationale.

Alinéa 3 :

Les transactions libellées en monnaies étrangères ne peuvent être exécutées que dans une des monnaies ou unités de compte cotées par la Banque Centrale du Congo.

La Banque Centrale du Congo publie quotidiennement les cours de change des monnaies et unités de compte cotées par Elle.

Article 7

Tout paiement d'une somme en francs congolais ou en d'autres monnaies globalement égale ou supérieure à 10.000 dollars américains ne peut être effectué en espèces, sauf lorsque la transaction se dénoue dans une localité dépourvue d'intermédiaire financier agréé.

Article

The output of the national territory with a cash amount equal to or greater than US \$ 10,000 or its equivalent in other foreign currencies is allowed only in international transit traveler and resident traveler title mission expenses granted by the Public Administration or the Central Bank, subject to customs declaration and production of supporting documents³:

**SECTION TRANSACTION AND PROVISION OF
SERVICES IN FOREIGN CURRENCIES****Article 6:****Paragraph 1:**

Transactions on the country express themselves and untied in national currency. They can also be denominated and foreign currency unravel if agreed between the parties².

Paragraph

The prices of goods and services in the country are shown in national currency³.

Paragraph

Transactions denominated in foreign currencies can not be executed in a currency or units of account quoted by the Central Bank of Congo.

The Central Bank of Congo publishes daily exchange rates of currencies and units of account quoted by Elle.

Article 7

Any payment of an amount in Congolese francs or in other generally equal to or greater than US \$ 10,000 currencies can be made in cash, unless the transaction unravels in a place devoid of approved financial intermediary⁸:

Article 8 :**Alinéa 1 :**

Les prestations de service sur le territoire national sont évaluées et rémunérées en monnaie nationale. Elles peuvent également être évaluées et rémunérées en monnaies étrangères en cas d'accord entre parties.

Alinéa 2 :

Toutefois, les loyers des baux d'immeubles à usage d'habitation, les frais scolaires et académiques ainsi que ceux ayant trait aux soins de santé, à la consommation d'eau et d'électricité à usage domestique sont fixés et payés en monnaie nationale lorsqu'ils se rapportent aux opérations conclues entre résidents.

Alinéa 3 :

Les redevances, impôts et autres taxes de quelque nature que ce soit dus à l'Etat ainsi que les prix des imprimés et autres documents délivrés sur le territoire national par l'Administration et les entreprises de prestation des services sont fixés et payés en monnaie nationale.

Alinéa 4 :

Les redevances, impôts et autres taxes de quelque nature que ce soit dus à l'Etat par les entreprises de production pétrolières et sociétés titulaires des droits miniers peuvent être fixés et payés en monnaies étrangères.

SECTION 4 : DU SUIVI DES OPERATIONS DE CHANGE**Article 9 :****Alinéa1 :**

Les opérations de change visées aux chapitres II, III et IV de la présente Réglementation du Change, requièrent la souscription préalable, auprès d'une banque agréée ou de tout autre mandataire de la Banque Centrale du Congo, d'un document de change pris en charge par un logiciel informatique de la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 2 :

Les activités ci-dessous s'effectuent avec l'appui dudit logiciel. Il s'agit de :

Article**Paragraph**

1:Service services on the country are evaluated and paid in national currency. They can also be assessed and paid in foreign currency in case of agreement between the parties2:.

Paragraph

However, building lease rents for residential use, school and academic expenses, those relating to health care , consumption of water and household electricity are fixed and paid in local currency when they relate to transactions between residents3.

Paragraph

The fees, taxes and other taxes of any kind due to the State and the price of printed and other documents issued in the country of the Administration and Service Delivery companies are determined and paid in national currency4.

Paragraph

The royalties, taxes and other charges of any kind Whether due to the State by oil producing companies and companies holding mining rights can be determined and paid in foreign currencies.

SECTION 4: MONITORING OF EXCHANGE OPERATIONS**Article 9:****Alinéa1:**

Foreign exchange transactions referred to in Chapters II , III and IV of this Regulation of the Exchange, require prior subscription with an approved bank or other agent of the Central Bank of Congo, a change document supported by computer software Bank Central Congo2:.

Paragraph

The following activities are carried out with the support of such software. These are:

- l'achat, la souscription, la validation, la modification, la prorogation, la remise en force, le transfert vers une autre banque et l'annulation des documents de change ;
- l'émargement et l'apurement des documents de change ;
- la transmission par voie électronique, à la Banque Centrale, des documents de change validés, des copies des annexes et autres documents justificatifs exigés par la présente Réglementation du change, des déclarations des Dépenses et des Recettes en monnaies étrangères ;
- la facturation de l'achat, la modification, la prorogation, la remise en force, le transfert vers une autre banque et l'annulation des documents de change ;
- l'évaluation et la facturation de la Commission de Suivi de Change.

Article 10 :

Alinéa 1 :

L'Office Congolais de Contrôle, la Direction Générale des Douanes et Accises, la Direction Générale des Impôts, ou tout autre organisme public ou privé, ont accès aux informations traitées dans le logiciel informatique conformément aux conditions prévues par une convention particulière signée avec la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 2 :

Ces organismes sont également autorisés, dans les mêmes conditions, conformément aux termes de la convention, à introduire des informations dans le logiciel informatique.

Article 11 :

Le traitement, dans le logiciel informatique, des opérations énumérées à l'article 9 ci-dessus, se réalise conformément aux modalités pratiques déterminées dans le « Manuel de l'utilisateur ».

- the purchase, subscription, validation, modification, extension, restoration force, transfer to another bank and the cancellation of foreign exchange documents; - The clearance of the initialling and exchange documents; - Electronic transmission, to the Central Bank, validated exchange documents, copies of the annexes and other supporting documents required by this Regulation of the exchange, statements of expenditure and revenue in foreign currencies; - Invoicing of purchase, modification, extension, restoration force, transfer to another bank and the cancellation of foreign exchange documents; - Evaluation and billing the Monitoring Committee Exchange body.

Article 10:**Paragraph 1:**

The Congolese Control Office, the Directorate General of Customs and Excise, the Directorate General of Taxes, or other public or private have access to the information covered in the computer software under the conditions provided by a special agreement signed with the Central Bank of Congo2:.

Paragraph

These organizations are also allowed, under the same conditions under the terms of the agreement, to introduce information computer software in the11:.

Article

Treatment, in the computer software, operations listed in Article 9 above, is realized in accordance with the practical arrangements defined in the "User Manual"

Article 12 :**Alinéa 1 :**

Les banques agréées et tous les autres mandataires de la Banque Centrale du Congo, sont responsables des informations transmises via le logiciel informatique par leurs préposés au moyen des identifiants personnels leur attribués par la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 2 :

Indépendamment des moyens de preuve admis par les textes légaux, la preuve de cette transmission est donnée par le système informatique, qui en indique l'heure et la date.

Article 13 :**Alinéa 1 :**

Les documents de change visés au chapitre II, III et IV de la présente Réglementation du Change peuvent, avant la clôture de l'opération s'y rapportant, être modifiés, prorogés, transférés vers une autre banque ou remis en force.

Alinéa 2 :

Un document de change valide peut, à la demande d'un client et sur base d'une pièce justificative, être modifié.

Alinéa 3 :

Les modifications à porter sur une déclaration peuvent concerner tous les champs, sauf celui relatif à la nature et à la qualité des biens, du service et de l'opération. Une nouvelle nature entraîne automatiquement la souscription d'une nouvelle déclaration.

Alinéa 4 :

La modification du mode de paiement SAD n'est pas aussi admise. Il en est de même pour un SRD qui ne peut être remplacé par un autre mode de paiement.

Alinéa 5 :

La modification des champs relatifs à la quantité des biens et au montant à payer ou à rapatrier ne peut être validée que sur base de l'Attestation de Vérification à l'importation (AV) ou du rapport d'inspection

6.

Article 12:

Paragraph 1:

Licensed banks and all other officers of the Central Bank of Congo, are responsible for information transmitted via the computer software by their operators through their personal identifiers assigned by the Central Bank of Congo2:.

Paragraph

Regardless of the means of proof recognized by the legal texts, the evidence of this transmission is given by the computer system, which shows the time and date.

Article 13:

Paragraph 1:

Exchange The documents referred to in Chapter II, III and IV of this Change of regulations can before the closing of the transaction related thereto, be modified, extended, transferred to another store or delivered in strength2:.

Paragraph

A valid exchange document may, at the request of a client and based on a supporting document, be

Section 3changed.

Changes to wear on a declaration may concern all fields except the one relating to the nature and quality of goods, service and operation. A new nature automatically lead the underwriting of a new declaration4.

Paragraph

Changing the SAD payment method is not as accepted. It is the same for a DTH that can not be replaced by another form of payment5.

Section

Changing the fields for the quantity of goods and the amount payable or to be repatriated can not be validated on the basis of 'Report of Findings import (AV) or inspection report

de l'OCC ou de son mandataire ou du Certificat de Vérification à l'Exportation (CVE) selon le cas.

Article 14 :

Alinéa 1 :

La validité d'un document de change est de 12 mois pour les déclarations d'importation des biens et services, de 3 mois pour les déclarations d'exportation des biens et services ainsi que celles des mouvements des revenus et capitaux.

Alinéa 2 :

Cette validité peut être prorogée d'office par les banques intervenantes une seule fois pour un maximum de 6 mois pour les biens et services importés et de 3 mois maximum pour les autres opérations. Toute autre prorogation est à soumettre à l'appréciation et l'autorisation de la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 3 :

Toutefois, pour le document de change couvrant une opération justifiée par un contrat commercial, sa validité correspond à celle dudit contrat après avis favorable de la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 4 :

Toute remise en force d'un document de change échu, sollicitée, est accordée uniquement par la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 5 :

A la demande du client, la banque agréée qui a validé une déclaration peut solliciter de la Banque Centrale du Congo, son transfert vers une autre banque agréée.

Cette demande doit être soutenue par un document prouvant l'engagement de la banque cessionnaire à poursuivre le dénouement de l'opération. En cas d'autorisation de la Banque Centrale du Congo, la banque cessionnaire est subrogée aux droits et obligations de la banque cédante.

of the OCC or its agent or the Certificate for Export Verification (CVE) as appropriate.

Article 14:

Paragraph 1:

The validity a change document is 12 months for import declarations of goods and services, 3 months for export declarations of goods and services as well as movements of income and capital².

Paragraph

This validity can be automatically extended by the banks involved once for a maximum of 6 months for imported goods and services and up to 3 months for other operations. Any further extensions to submit for the consideration and approval of the Central Bank of Congo³.

Paragraph

However, for the exchange transaction document covering justified by a commercial contract, validity of the contract corresponds to the favorable opinion the Central Bank of Congo⁴.

Paragraph

Any discount in strength from a matured exchange document requested, is only granted by the Central Bank of Congo⁵.

Section

At the request of the customer, the bank agreed that validated a declaration may request the Central Bank of Congo, his transfer to another bank approved.

This application must be supported by a document proving the engagement of the assignee bank to continue the settlement of the transaction. If authorization of the Central Bank of Congo, the transferee bank is subrogated to the rights and obligations of the transferor bank.

Lorsque le paiement est régi par les Règles et Usances Uniformes relatives au crédit documentaire (RUU 600), le transfert n'est pas autorisé.

SECTION 5 : DES FRAIS ADMINISTRATIFS ET DIVERS

Article 15 :

La Banque Centrale du Congo prélève des frais administratifs et divers conformément à ses Tarifs et Conditions des opérations suite notamment à :

- une modification ;
- une prorogation ;
- une remise en force ;
- un transfert des documents de change ;
- une transmission tardive des données statistiques ;
- une mauvaise codification des opérations de change ;
- un suivi de change ;
- une immatriculation ;

SECTION 6 : DE LA REDEVANCE DE SUIVI DE CHANGE

Article 16 :

Alinéa 1 :

La Banque Centrale du Congo perçoit une Redevance de Suivi de Change de 2‰ sur toutes les opérations de change sans distinction de la qualité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire.

Alinéa 2 :

La Banque Centrale du Congo peut mandater les banques agréées ou tout autre mandataire à percevoir, pour son compte, la Redevance de Suivi de Change.

Article 17 :

Alinéa 1 :

Aux termes de la présente Réglementation, sont concernés par la perception de la Redevance de Suivi de Change :

When payment is subject to the Uniform Customs and Practice for documentary credit (UCP 600), transferring n . is not allowed

SECTION 5: ADMINISTRATIVE AND OTHER EXPENSES

Article 15:

The Central Bank of Congo fee and various administrative costs in accordance with its rates and conditions of the operations notably following:

- a change; - An extension; - Calling into force - Transfer of foreign exchange documents; - A late submission of statistical data; - Improper codification of foreign exchange; - Monitoring of changes; - Registration;

SECTION 6: MONITORING OF EXCHANGE OF CHARGE

Article 16:

Paragraph 1:

The Central Bank of Congo receives a fee Monitoring Exchange 2 ‰ on all foreign exchange transactions without distinction of quality of the originator order or beneficiary².

Paragraph

The Central Bank of Congo may appoint authorized banks or other agent to collect, on behalf of the Change Tracking Fee¹⁷.

Article

Paragraph 1:

Under this Regulation, are concerned with the perception of the Monitoring Charge of Change:

- a) tout approvisionnement de compte par transfert international et tout paiement en provenance ou à destination de l'étranger ;
- b) toute importation sans achat des devises;
- c) toute importation ou exportation effectuée en dehors du système bancaire national.

Alinéa 2 :

Ne sont pas concernés par la perception de la Redevance de Suivi de change :

- a) les opérations effectuées pour le compte du Trésor Public et de la Banque Centrale du Congo ;
- b) les opérations de change effectuées par les banques agréées pour leurs propres comptes aux titres d'arbitrage, d'intervention sur le marché de change interbancaire, des frais et commissions décomptés par les correspondants ainsi que les arbitrages effectués par les bureaux de change ;
- c) les opérations de débit et de crédit entre les comptes en devises ouverts auprès du système bancaire national ;
- d) les retraits en espèces sur les comptes en devise quel que soit le titulaire ;
- e) toute vente et tout achat des monnaies étrangères contre monnaie nationale par les banques ou autres intermédiaires agréés ;
- f) toute opération de débit ou de crédit effectuée par les résidents sur leurs comptes à l'étranger ;
- g) les opérations des missions diplomatiques et celles des diplomates accrédités en République Démocratique du Congo ;
- h) les opérations des organismes internationaux publics jouissant des statuts diplomatiques et ce, conformément aux accords de siège conclus avec l'Etat congolais.

Article 18 :

La Redevance de Suivi de Change est payable en monnaies étrangères, sauf pour les prélèvements effectués par les mandataires désignés par la Banque Centrale du Congo dont l'assiette est déterminée en monnaie nationale et les montants y relatifs sont à verser à la Banque Centrale du Congo, conformément aux instructions administratives édictées par celle-ci.

Article 19 :

La Redevance de Suivi de Change perçue n'est pas restituable, sauf en cas d'erreur matérielle. Dans ce cas, la demande de restitution est à soumettre à l'appréciation de la Banque Centrale.

a) supply any account by international transfer and paymentsto and from foreign destinations; b) all imports without purchase of foreign currencies; c) any importation or exportation effected outside system thedomestic banking2.

Paragraph

are not concerned by the perception of the foreign exchange fee Tracking:

a) transactions carried out on behalf of the Treasury and the Central Bank of Congo ; b) foreign exchange transactions by authorized banks for their own accounts to arbitration titles, intervention in the interbank foreign exchange market, the fees and commissions deducted by the corresponding and the choices made by exchange offices; c) debit and credit transactions between foreign currency accountswith the domestic banking system; d) cash withdrawals on currency accounts regardless of the holder; e) all sales and purchase of foreign currency againstcurrency nationalby banks and other authorized intermediaries; f) any transaction debit or credit made by residents on their accounts abroad; g) operations of diplomatic missions and those of diplomatsin the Democratic Republic of Congo; h) operations of public international organizations enjoying diplomatic status and, in accordance with the agreements concluded with the seat Congolese State18.

Article

The Change Tracking Fee is payable in foreign currencies, except for samples taken by agents appointed by the Central Bank of Congo whose tax base is determined in national currency and amounts thereto are to be paid to the Central Bank of Congo in accordance with administrative instructions issued by that19.

Article

The Monitoring Charge of Change perceived is not returnable, except in cases of material error. In this case, the refund is subject to the discretion of

the Central Bank7:.

SECTION 7 : DES OPERATIONS EXECUTEES DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 20 :

Alinéa 1 :

Les opérations de change initiées dans le cadre des accords internationaux se dénouent conformément aux dispositions de ceux-ci.

Alinéa 2 :

Toutefois, lesdits accords doivent être négocié conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo.

SECTION 8 : DU TRANSIT DES BIENS

Article 21 :

Alinéa 1 :

Les biens en transit ne sont pas soumis aux dispositions de la présente Réglementation du Change et sont admis sur le territoire national conformément à la législation douanière.

Alinéa 2 :

La Direction Générale des Douanes et Accises informe la Banque Centrale du Congo de tout mouvement de transit des biens :

- poste douanier et date d'entrée ;
- durée du transit ;
- poste douanier et date de sortie.

Alinéa 3 :

L'opérateur économique prestataire de service, sur une opération de transit, est tenu de souscrire une déclaration d'exportation de service modèle « ES » pour recouvrer le paiement y relatif.

Alinéa 4 :

Lorsque les biens admis sous le régime de transit sont par la suite mise en consommation sur le territoire national, l'importateur, le

SECTION OF OPERATIONS PERFORMED IN CONNECTION WITH INTERNATIONAL AGREEMENTS

Article 20:

Paragraph 1:

Foreign exchange transactions initiated under international agreements are settled in accordance with these².

Paragraph

However, such agreements must be negotiated in accordance with Article 6 of Law No. 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, organization and operation of the Central Bank of Congo⁸:.

SECTION TRANSIT OF GOODS

Article 21:

Paragraph 1:

The goods in transit are not subject to the provisions of this Regulation of the Exchange and are admitted on the national territory in accordance with the customs legislation.

Paragraph 2:

The Directorate General of Customs and Excise inform the Central Bank of Congo all transit goods movement:

- customs post and date of entry; - Duration of transit; . - Customs post and release date

Paragraph 3:

The economic operator service providers, on a transit operation is required to obtain an export declaration service model "ES" to recover the payment relating to⁴.

Clause

When goods admitted under the transit procedure are then available for consumption in the country, the importer,